

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada  
800 Burrard Street, 2nd floor  
800,rue Burrard, 2e étage  
Vancouver  
British Columbia  
V6Z 0B9  
Bid Fax: (604) 775-9381**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)  
Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Public Works and Government Services Canada - Pacific  
Region  
800 Burrard Street, 12th floor  
800, rue Burrard, 12e étage  
Vancouver  
British C  
V6Z 0B9

<b>Title - Sujet</b> OCIR – Multiples métiers – Entrepre		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W0133-14MT01/A		<b>Date</b> 2014-04-24
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b>		<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$PWY-020-7244
<b>File No. - N° de dossier</b> PWY-3-36195 (020)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2014-05-15</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Pacific Daylight Saving Time PDT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein		
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Ly, Ronny(PWY)		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pw020
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (604)666-0043 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> (604)775-6633
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DND - Multi-trade - 19 Wing - Comox, BC		
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0133-14MT01/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw020

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PWY-3-36195

---

**AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES:** Veuillez utiliser l'étiquette d'adresse ci-dessous et bien l'affixer à l'extérieur de l'enveloppe ou du paquet renfermant votre offre. Dans le cas de modifications à des offres soumises par télécopieur (Fax: (604) 775-9381), servez-vous de la feuille comme page couverture. Assurez-vous de toujours inscrire lisiblement le nom de votre compagnie, l'adresse de retour, le numéro de l'offre et la date limite sur l'extérieur de votre offre.

**Marchés immobiliers**  
**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**  
**800, rue Burrard, bureau 219**  
**Vancouver (C.-B.) V6Z 0B9**

**Offre n°:** W0133-14MT01/A

**Date et heure limites de réception des soumissions:** 15 MAI 2014, 1400 h

**Sujet:** OCIR – Multiples métiers – Entrepreneur général, 19<sup>e</sup> Escadre Comox, Lazo  
(Colombie-Britannique)

**RL**

## **DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)**

### **AVIS IMPORTANT AUX OFFRANTS**

#### **CONDITIONS D'ASSURANCE**

Le document « Attestation d'assurance » et ses instructions ont été remplacés, à l'appendice 5.  
(L'Attestation d'assurance dûment complétée, n'est PAS requise lors du dépôt de l'offre)

#### **ANNULATION DE LA CLAUSE R2940D ET MODIFICATION DE L'ARTICLE CG3.8 DE LA CLAUSE R2830D**

Suite à l'abrogation de la *Loi sur les justes salaires et les heures de travail*, la clause R2940D est annulée pour les contrats émis après le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Pour les contrats émis avant cette date la loi reste applicable.

Le « Code de conduite » a été remplacé par « Disposition relatives à l'intégrité » Des modifications ont été incluses. Voir IG01 de R2410T

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)**

- IP01 Introduction
- IP02 Dispositions relatives à l'intégrité, renseignements connexes
- IP03 Documents de l'offre
- IP04 Demandes de renseignements
- IP05 Autorité contractante / Représentant du ministère
- IP06 Quantité
- IP07 Obligation de TPSGC
- IP08 Visite optionnel des lieux
- IP09 Révision des offres
- IP10 Période de validité des offres
- IP11 Sites Web

### **INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS- SERVICES DE CONSTRUCTION (IG)**

- IG01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre
- IG02 L'offre
- IG03 Identité ou capacité civile de l'offrant
- IG04 Taxes applicables
- IG05 Frais d'immobilisation
- IG06 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- IG07 Livraison des offres
- IG08 Révision des offres
- IG09 Rejet de l'offre
- IG10 Coûts relatifs aux offres
- IG11 Numéro d'entreprise - approvisionnement
- IG12 Respect des lois applicables
- IG13 Approbation des matériaux de remplacement
- IG14 Évaluation du rendement
- IG15 Conflit d'intérêts / Avantage indu

### **PARTICULARITÉS DE L'OFFRE COMMANDES (POC)**

- POC01 Généralités
- POC02 Période de l'offre commandes
- POC03 Limite des dépenses pour les commandes subséquentes
- POC04 Procédures applicables aux commandes subséquentes
- POC05 Responsables de l'offre à commandes

### **CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)**

- CS01 Condition d'assurance

### **DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

**APPENDICE 1 - LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DE L'OFFRANT.**

**APPENDICE 2 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

**APPENDICE 3 - CRITERES OBLIGATOIRES**

**APPENDICE 4 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX**

**APPENDICE 5 - RAPPORTS PÉRIODIQUE**

**APPENDICE 6 - FORMULAIRE D'ATTESTATION D'ASSURANCE**

## **INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IPO)**

### **IP01 INTRODUCTION**

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les entreprises en construction à soumettre des propositions pour des offres à commandes. Les entrepreneurs sélectionnés devront exécuter des travaux selon les besoins.
2. TPSGC à l'intention d'autoriser au plus (1) offres à commandes, chacune pour une durée de (3) années avec deux (2) périodes de prolongation optionnelles consécutives de douze (12) mois. La valeur totale en dollars de toutes les offres à commandes est estimée à \$1500000 (Taxes comprise). Les différentes commandes subséquentes pourront atteindre un maximum de \$60000 chacune (Taxes comprise). Les offrants doivent noter que rien ne garantit que l'on passera des commandes pour l'intégralité ou quelconque montant des offres à commandes; TPSGC attribuera les commandes subséquentes uniquement lorsque des travaux particuliers seront assurés en vertu des offres à commandes seront nécessaires. Veuillez consulter la section PO04, PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES.
3. Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

### **IP02 DISPOSITIONS RELATIVES A L'INTEGRITE – RENSEIGNEMENTS CONNEXES**

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article IG01, Dispositions relatives à l'intégrité - offre des Instructions générales aux offrants - Services de construction. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

### **IP03 DOCUMENTS DE L'OFFRE**

Les documents suivants constituent les documents de l'offre:

- a. Appel d'offres - Page 1;
- b. Instructions particulières aux offrants
- c. Instructions générales aux offrants – Services de construction
- d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents de l'offre";
- e. Dessins et devis;
- f. Formulaire de proposition de prix et tout appendice s'y rattachant; et
- g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une offre constitue une affirmation que l'offrant a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

### **IP04 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS**

1. Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux offrants, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.

3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure sur l'offre - Page 1. Le défaut de se conformer cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

#### **IP05 AUTORITÉ CONTRACTANTE / REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE**

1. L'autorité contractante pour cette Demande d'offre à commandes est:

Ronny Ly, Agent(e) d'approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
800, rue Burrard pièce 219  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 0B9  
Téléphone : (604) 666-0043  
Télécopieur : (604) 775-6633  
Courriel : ronny.ly@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la mise en place de l'offre à commandes, de l'administration et des aspects contractuels de chaque commande subséquente.

2. Un Représentant du Ministère sera nommé à chaque émission d'une commande subséquente. Le Représentant du Ministère est chargé de toutes des questions relatives à l'aspect technique des besoins.

#### **IP06 QUANTITÉ**

La quantité des travaux et la dépense estimative précisés dans la DOC ne sont qu'une approximation des besoins. La présentation d'une offre par l'offrant ne constitue pas un engagement du Canada. Le Canada peut passer une ou plusieurs commandes subséquentes dans le cadre d'une offre à commandes.

#### **IP07 OBLIGATION DE TPSGC**

Une Demande d'offre à commandes n'engage pas TPSGC à autoriser l'utilisation d'une offre à commandes, ni payer les frais engagés dans le dépôt des offres ou dans la réalisation des études nécessaires leur préparation, ni non plus exécuter des travaux ou établir des contrats à ce titre. TPSGC se réserve le droit de rejeter ou d'autoriser l'utilisation de toute proposition en totalité ou en partie, avec ou sans autre discussion ou négociation. Le Canada se réserve le droit d'annuler ou de modifier la Demande d'offre à commandes à n'importe quel moment.

#### **IP08 VISITE /OPTIONNELLE DES LIEUX**

On recommande au soumissionnaire ou à l'un de ses représentants de visiter les lieux des travaux pour examiner l'importance des travaux et les conditions existantes. Une visite guidée des lieux est prévue à cet effet. La visite des lieux est fixée au 07 mai 2014 à 10 h. Les soumissionnaires doivent se présenter à la barrière principale, 19<sup>e</sup> Escadre Comox, Lazo (Colombie-Britannique). Les soumissionnaires qui ne prendront pas part à la visite ou qui n'y enverront pas de représentant n'auront pas la possibilité d'avoir un autre rendez-vous, mais ils pourront quand même soumettre une offre. Tout changement ou toute précision résultant de la visite des lieux sera inclus à titre de modification à la demande de soumission.

#### **IP09 RÉVISION DES OFFRES**

Une offre peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément «Instructions générales aux offrants – services de construction». Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (604) 775-9381.

## **IP10 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES**

1. L'offre ne peut être retirée pour une période de (60) jours suivant la date de clôture de l'invitation.
2. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des demandes d'offres commandes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les offrants auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
3. Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2. de l'IP09 est acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des demandes d'offres à commandes et les processus d'approbation.
4. Si la prorogation mentionnée l'alinéa 2. de l'IP09 n'est pas acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
  - a. poursuivre l'évaluation des demandes d'offres à commandes de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
  - b. annuler la demande d'offre à commande.
5. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG09 des "Instructions générales aux offrants – services de construction".

## **IP11 SITES WEB**

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA) <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

TPSGC, Services de sécurité industrielle  
<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>

TPSGC, Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229)  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/229.pdf>

TPSGC, Formulaire relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

## INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS- SERVICES DE CONSTRUCTION

### IG01 (2014-03-01) DISPOSITIONS RELATIVES A L'INTEGRITE - OFFRE

1. Les offrants doivent se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#). De plus, les offrants doivent répondre aux demandes d'offres à commandes (DOC) de façon honnête, juste et exhaustive, rendre compte avec précision de leur capacité à satisfaire aux exigences énoncées dans la DOC, l'offre à commandes (OC) et tous contrats subséquents, et présenter des offres ainsi que conclure des contrats uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat.

2. En présentant une offre, les offrants confirment qu'ils comprennent que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions les rendra inadmissibles à l'émission d'une offre à commandes et à l'attribution d'un contrat. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont manquants ou inexacts, ou s'il détermine que les renseignements contenus dans les attestations sont faux, à quelque égard que ce soit, au moment de l'émission de l'offre à commandes (OC). S'il est déterminé, après l'émission de l'OC, que l'offrant a fait une fausse déclaration, le Canada aura le droit, suite à une période de préavis, de mettre de côté l'OC et de résilier pour manquement tous contrats subséquents. L'offrant devra agir avec diligence et maintenir à jour l'information exigée. L'offrant et tout affilié de l'offrant devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes dispositions relatives à l'intégrité pendant la durée de l'OC découlant de cette DOC ainsi que de toutes commandes subséquentes.

3. Affiliés

Aux fins des présentes dispositions relatives à l'intégrité quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus et administrateurs, sont des affiliés à l'offrant si :

- a. l'offrant ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- b. un tiers a le pouvoir de contrôler l'offrant et l'affilié.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations précisées dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.

4. Les offrants qui sont incorporés, incluant ceux déposant une offre à titre de coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. Les offrants déposant une offre à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux déposant une offre dans le cadre de coentreprise, doivent fournir le nom du propriétaire. Les offrants déposant une offre à titre de sociétés, de sociétés de personnes, d'entreprises ou d'associations de personnes ou d'entreprises n'ont pas à fournir de liste de noms.

Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'émission de l'offre à commandes.

Le Canada peut, à tout moment, demander à l'offrant de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés ([Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229](#)) pour toute personne ou toutes les personnes mentionnées ci-dessus, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement et les renseignements connexes dans le délai prévu, ou à défaut de coopérer dans le cadre du processus de vérification, l'offre sera déclarée non recevable.

5. L'offrant doit diligemment informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms des administrateurs pendant ce processus d'achat ainsi que pendant la période de l'offre à commandes découlant de la présente DOC et de toutes commandes subséquentes. Il doit également fournir au Canada les formulaires de consentement dûment remplis et signés lorsque la demande lui en est faite.

6. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il est informé, de même que ses affiliés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par l'offrant, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes dispositions relatives à l'intégrité en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.

7. En présentant une offre, l'offrant atteste que ni l'offrant, ni aucun des affiliés de l'offrant n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention de l'offre à commandes ainsi que de toutes commandes subséquentes, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#).

8. Période de temps

La période de temps est de 10 ans et se mesure à partir de la date de la condamnation ou de la date de l'absolution sous-conditions ou inconditionnelle.

De plus, pour une condamnation en vertu des alinéas a. ou b. du paragraphe 9, suivant la période de 10 ans, un pardon ou une suspension du casier judiciaire devra avoir été obtenu, ou les droits devront avoir été rétablis par le gouverneur en conseil. L'offrant doit donc fournir avec son offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, une copie des documents le confirmant et provenant d'une source officielle afin que le Canada juge l'attestation véridique aux fins des présentes dispositions relatives à l'intégrité. Si aucun document n'a été fourni par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les renseignements dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

9. En présentant une offre, l'offrant atteste que ni l'offrant, ni aucun des affiliés de l'offrant n'ont été reconnus coupables d'une infraction ou n'ont reçu une absolution sous-conditions ou inconditionnelle en vertu des dispositions ci-après précisées, sauf si la période de temps, et ce conformément au paragraphe Période de temps, est écoulée :

a. l'alinéa 80(1)d) (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), ou

b. l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), du [Code criminel](#), ou

c. l'article 119 (*Corruption de fonctionnaires judiciaires, etc.*), l'article 120 (*Corruption de fonctionnaires*), l'article 346 (*Extorsion*), les articles 366 à 368 (*Faux et infractions similaires*), l'article 382 (*Manipulations frauduleuses d'opérations boursières*), l'article 382.1 (*Délit d'initié*), l'article 397 (*Falsification de livres et documents*), l'article 422 (*Violation criminelle de contrat*), l'article 426 (*Commissions secrètes*), l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (*Participation aux activités d'une organisation criminelle*) du [Code criminel](#), ou

d. l'article 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), l'article 46 (*Directives étrangères*), l'article 47 (*Truquage des offres*), l'article 49 (*Accords bancaires*)

fixant les intérêts, etc.), l'article 52 (*Indications fausses ou trompeuses*), l'article 53 (*Documentation trompeuse*) de la [Loi sur la concurrence](#), ou

e. l'article 239 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), ou

f. l'article 327 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la [Loi sur la taxe d'accise](#), ou

g. l'article 3 (*Corruption d'un agent public étranger*), l'article 4 (*Comptabilité*), ou l'article 5 (*Infraction commise à l'étranger*) de la [Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#), ou

h. l'article 5 (*Trafic de substances*), l'article 6 (*Importation et exportation*), ou l'article 7 (*Production de substances*) de la [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#).

L'offrant atteste en outre qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions énoncées en a. ou en b. ne recevra un avantage en vertu d'une offre à commandes émise de cette demande d'offres à commandes ainsi que de toutes commandes subséquentes, sauf si un pardon ou une suspension de casier a été obtenu ou les droits rétablis par le gouverneur en conseil et ce, conformément au paragraphe Période de temps.

#### 10. Infractions commises à l'étranger

L'offrant atteste également, qu'au cours d'une période, et ce conformément au paragraphe Période de temps, ni l'offrant ni aucun de ses affiliés n'ont été reconnus coupables ou n'ont reçu une absolution sous-conditions ou inconditionnelle en vertu d'une infraction commise à l'étranger pour laquelle le Canada juge que les éléments constitutifs sont semblables aux infractions énumérées dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité. De plus, le Canada envisagera tenir compte des mesures étrangères qu'il juge être de nature semblable au pardon canadien, à la suspension du casier judiciaire et au rétablissement des droits par le gouverneur en conseil en vigueur au Canada.

#### 11. Sous-traitants

L'offrant doit s'assurer que les contrats de sous-traitance comprennent des dispositions relatives à l'intégrité qui ne sont pas moins favorables pour le Canada que celles imposées dans le contrat subséquent.

#### 12. Mesures de prévention associées à la période de temps

Dans les cas où la période (conformément au paragraphe Période de temps), pour une condamnation, ou une absolution sous-conditions ou inconditionnelle de l'offrant ou de tout affilié de l'offrant est écoulée, l'offrant doit également attester pour lui-même et ses affiliés, que des mesures ont été diligemment mises en place afin d'éviter que de tels condamnations ou actes répréhensibles ne se reproduisent.

#### 13. Exception à l'égard de l'intérêt public

Les offrants reconnaissent que le Canada pourrait émettre une offre à commandes avec un offrant même si cet offrant ou un affilié de celui-ci a été reconnu coupable ou a reçu une absolution sous-conditions ou inconditionnelle pour une infraction précisée dans les présentes dispositions relatives à l'intégrité, lorsqu'ainsi requis de le faire en vertu d'une obligation légale ou judiciaire ou lorsque le Canada, à sa seule discrétion, l'estime nécessaire dans l'intérêt public pour des raisons incluant, mais sans s'y limiter :

- aucune autre personne ne peut exécuter le contrat;
- urgence;
- sécurité nationale;
- santé ou sécurité;
- préjudice économique.

Si toutes les offres sont déclarées non recevables en raison d'une condamnation ou d'une action pertinente énumérée aux présentes dispositions, le Canada peut invoquer l'exception visant à

protéger l'intérêt public, tel que décrit ci-dessus. Dans de tels cas, seules les offres contenant une déclaration concernant une infraction ou une action pertinente, seront prises en compte. Le Canada peut également choisir de s'approvisionner à l'extérieur du présent processus. Dans tous les cas, le Canada se réserve le droit d'imposer des conditions ou des mesures supplémentaires afin d'assurer l'intégrité du processus d'approvisionnement.

14. Non application

Pour les gouvernements, de même que pour les entités contrôlées par un gouvernement, y compris les sociétés d'État, les présentes dispositions relatives à l'intégrité se limitent à respecter l'article 750 du [Code criminel](#), le [Règlement sur les marchés de l'État](#) et le [Code de conduite pour l'approvisionnement](#)

## **IG02 (201-03-01) L'OFFRE**

1. L'offre doit :
  - a. être présentée sur le Formulaire de proposition de prix;
  - b. doit être établie en fonction des documents de l'offre énumérés aux Instructions particulières aux offrants;
  - c. doit être remplie correctement à tous égards;
  - d. être signée par un représentant dûment autorisé par l'offrant; et
  - e. être accompagné de tout autre document précisé ailleurs dans les documents d'offre où il est stipulé que ledit document doit accompagner l'offre.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 6) de l'IG09, toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire de proposition de prix condition ou restriction ajoutée à l'offre pourrait constituer une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le Formulaire de proposition de prix par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent l'offre. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.
3. Les offres envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents de l'offre.
4. Le Canada diffusera les avis de projet de marché (APM), les demandes d'offres et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard. Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande d'offres ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications, incluant les demandes de renseignements importantes reçues ainsi que les réponses au moyen du SEAOG. Il appartient entièrement à l'offrant de consulter de façon régulière le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour. Le Canada ne sera pas responsable et n'assumera aucune responsabilité quant au manquement de la part de l'offrant à consulter les mises-à-jour sur le SEAOG, ni de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.

## **IG03 (2007-05-25) IDENTITÉ OU CAPACITÉ CIVILE DE L'OFFRANT**

Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, l'offrant qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution d'une commande, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de

- a. ce pouvoir de signature;

- b. la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés signer la présente offre au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

#### **IG04 (2013-04-25) TAXES APPLICABLES**

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH), et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) compter du 1er avril 2013.

#### **IG05 (2012-07-16) FRAIS D'IMMOBILISATION**

Pour l'application de la CG1.8, « Lois, permis et taxes », seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à l'émission de permis de construire doivent être inclus. Les offrants ne doivent pas inclure, dans le montant de leur offre, les sommes correspondantes à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagement municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à l'établissement des permis de construire.

#### **IG06 (2010-01-11) LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS**

Nonobstant toute liste de sous-traitants que l'offrant peut être tenu de déposer dans le cadre de l'offre, l'offrant devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non respect de ces exigences donnera lieu au rejet de la l'offre.

#### **IG07 (2014-03-01) LIVRAISON DES OFFRES**

1. Le Formulaire de proposition de prix rempli en bonne et due forme doit être joint et cacheté dans l'enveloppe fournie par l'offrant et doit être adressé et soumis au bureau désigné sur la page frontispice « Appel d'offres » pour la réception des offres. Il doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquée pour la clôture des offres.
2. Sauf indication contraire aux instructions particulières aux offrants
  - a. L'offre doit être en dollars canadiens;
  - b. le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute offre incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.
3. Avant de présenter son offre, l'offrant doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe de retour :
  - a. numéro de l'invitation;
  - b. le nom de l'offrant;
  - c. l'adresse de l'expéditeur; et
  - d. l'heure et la date de clôture.

4. La livraison correcte des offres dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive de l'offrant.

#### **IG08 (2011-05-16) RÉVISION DES OFFRES**

1. Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des offres au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des offres. Le document devrait porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant l'offrant.
2. Une modification à une offre comportant des prix unitaires doit clairement identifier la(les) modification(s) au(x) prix unitaire(s) et préciser au(x)quel(s) des prix unitaires la(les) modification(s) s'applique(nt).
3. Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure devrait clairement indiquer qu'il s'agit d'une confirmation.
4. Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, la ou les révisions irrecevables seulement devront être rejetées. L'évaluation portera sur l'offre initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

#### **IG09 (2013-04-25) REJET D'UNE OFFRE**

1. Le Canada n'est tenu d'accepter aucune offre, même la plus basse.
2. Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1) de l'IG09, le Canada peut rejeter une offre dans l'un ou l'autre des cas suivants :
  - a. les privilèges permettant à l'offrant de présenter des offres ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
  - b. les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans l'offre de présenter des offres sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
  - c. L'offrant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
  - d. des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard de l'offrant, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans l'offre;
  - e. des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, l'offrant, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
  - f. Dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le Canada
    - i. le Canada a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux à l'offrant, à un sous-traitant ou à un employé visé dans l'offre; ou
    - ii. Le Canada détermine que le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de l'offre.

3. Dans l'évaluation du rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2)f.i & ii.de l'IG09, le Canada peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :

- a. la qualité de l'exécution des travaux de l'offrant;
- b. les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
- c. la gestion générale des travaux de l'entrepreneur et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de ses représentants.
- d. l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.

4. Sans limiter la portée générale des alinéas 1), 2) et 3) de l'IG09, le Canada peut rejeter toute offre selon une évaluation défavorable des éléments suivants :

- a. le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas d'offres proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
- b. la capacité de l'offrant à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat;
- c. le rendement de l'offrant dans le cadre d'autres contrats.

5. Dans les cas où une offre devrait être rejetée conformément au alinéas 1), 2), 3) ou 4) de l'IG09, pour des motifs distincts de ceux exposés au sous-alinéa 2)b) de l'IG09, l'autorité contractante le fera savoir à l'offrant et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de l'offre.

6. Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les offres qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre l'offre et les exigences énoncées dans les documents de l'offre peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres offrants.

#### **IG10 (2010-01-11) COÛTS RELATIFS AUX OFFRES**

1. Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une offre en réponse à la demande d'offres. L'offrant sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une offre, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de l'offre.

#### **IG11 (2012-07-16) NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT**

1. Les offrants doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les offrants peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs sur le site Web <https://achatsetventes.gc.ca/>.

#### **IG12 (2013-04-25) RESPECT DES LOIS APPLICABLES**

1. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de l'offre et l'établissement d'un contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.

2. Aux fins de vérification des exigences mentionnées l'alinéa 1.de l'IG12, l'offrant doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
3. Le non respect des exigences exprimées à l'alinéa 2.de l'IG12 donnera lieu au rejet de l'offre.

#### **IG13 (2010-01-11) APPROBATION DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT**

1. Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, l'offre doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'invitation, on pourra considérer des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des contrats reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours avant la date fixée pour la clôture des offres. Si on approuve des matériaux de remplacement pour les besoins de l'offre, on publiera un addenda aux documents d'offres.

#### **IG14 (2010-01-11) ÉVALUATION DU RENDEMENT**

1. Les offrants doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.

#### **IG15 (2012-07-16) CONFLIT D'INTÉRÊTS / AVANTAGE INDU**

1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les offrants sont avisés que le Canada peut rejeter une offre dans les circonstances suivantes :
  - a. l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, participé d'une manière ou d'une autre la préparation de la DOC; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.
  - b. le Canada juge que l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, eu accès des renseignements relatifs la DOC qui n'étaient pas la disposition des autres offrants et que cela donne ou semble donner à l'offrant un avantage indu.
2. Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un offrant qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la DOC (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur de l'offrant ou crée un conflit d'intérêts. Cet offrant demeure cependant assujetti aux critères énoncés plus hauts.
3. Dans le cas où le Canada l'intention de rejeter une offre conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra l'offrant et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les offrants ayant un doute par rapport une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la DOC. En déposant une offre l'offrant déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. L'offrant reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

## **PARTICULARITÉS DE L'OFFRE COMMANDES (PO)**

### **POC01 GÉNÉRALITÉS**

1. L'entrepreneur reconnaît qu'une offre commandes n'est pas un contrat et que l'émission d'une offre commandes et d'une autorisation de passer une commande subséquente n'oblige ni n'engage le Canada à acheter les travaux énumérés dans l'offre à commandes ou à établir un contrat cet effet.
2. L'entrepreneur propose de fournir et de livrer au Canada les travaux décrits dans l'offre à commandes selon les prix établis dans l'offre à commandes lorsque l'autorité contractante pourrait demander les travaux conformément aux conditions du paragraphe 3 ci-après.
3. L'entrepreneur comprend et convient :
  - a. qu'une commande subséquente une offre à commandes ne constituera un contrat que pour les services qui ont été commandés, pourvu que la commande soit faite conformément aux dispositions de l'offre à commandes;
  - b. que la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées pendant la période précisée dans l'offre à commandes;
  - c. que le Canada a le droit d'acheter les services précisés dans l'offre à commandes au moyen de tout autre contrat, offre à commandes ou méthode d'approvisionnement;
  - d. que l'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie;
  - e. que l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

### **POC02 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES**

La période au cours de laquelle on pourra passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commande sera de (3) ans, à partir de la date de début identifiée à l'offre à commande.

L'entrepreneur concède par les présentes au Canada trois options irrévocables permettant de prolonger le contrat pour une durée de deux (2) PÉRIODES CONSÉCUTIVES SUPPLÉMENTAIRES DE DOUZE (12) MOIS, selon les mêmes clauses et conditions. Il faut noter que le Canada ne sera pas obligé d'exercer cette option. Le Canada se prévaudra de cette option à sa seule et entière discrétion, en adressant à l'entrepreneur un préavis écrit d'au moins soixante (60) jours avant la date d'expiration du contrat ou la date d'expiration d'une période d'option exercée.

### **POC03 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES**

L'offre à commandes sera établie avec une limite maximale de dépenses de (\$60,000.00) (taxes applicables comprises) pour chacune des commandes subséquentes.

### **POC04 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES**

1. Les travaux seront commandés comme suit :
  - a. Le Représentant du Ministère déterminera l'étendue des travaux à fournir.
  - b. Pour chaque commande subséquente on fournira l'énoncé des travaux et l'entrepreneur présentera une proposition au Représentant du Ministère conformément aux tarifs unitaires fixes établis dans l'offre à commandes. La proposition de l'entrepreneur comprendra

l'ensemble des travaux tel que spécifié incluant l'immobilisation, les sous-traitants, les matériaux, la main d'œuvre l'outillage, frais d'administration et de supervision incluant le(s) permis de construction selon les normes et règlements.

2. L'entrepreneur sera autorisé par écrit exécuter les travaux par l'autorité contractante qui établira une commande subséquente l'offre à commandes en utilisant le formulaire [942](#).
3. On doit discuter avec le Représentant du Ministère de tous les changements qu'on propose d'apporter à l'étendue des travaux; toutefois, ces changements ne pourront être autorisés qu'au moyen d'un modificatif établi par l'autorité contractante.

## **POC05 RESPONSABLES DE L'OFFRE À COMMANDES**

Le responsable de l'autorité contractante de l'offre à commandes est :

Nom : Ronny Ly

Titre : Agent d'approvisionnement

Département Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction : Marchés immobiliers et Administration des marchés

Téléphone :604-666-0043

Courriel :ronny.ly@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'autorité contractante de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

Le responsable de l'autorité technique pour l'offre à commandes est :

Le responsable de l'autorité technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Département : \_\_\_\_\_

Direction : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

L'entrepreneur retenue pour l'offre a commande est :

Nom : \_\_\_\_\_

Contact : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

## CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

### CS01 CONDITIONS D'ASSURANCE

- 1) Polices d'assurance
  - a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
  - b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.
- 2) Période d'assurance
  - a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.
  - b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la garantie pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.
- 3) Preuve d'assurance
  - a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
  - b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.
- 4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.
- 5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

## CLAUSES OU DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commande.
  - a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
  - b. Formulaire de proposition de prix et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
  - c. Dessins et devis;
  - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales – Services de construction	R2810D	(2014-03-01);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2012-07-16);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2014-03-01);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2010-01-11);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2013-04-25);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R2884D	(2008-05-12);
CG9	N/A		
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D	(2007-05-25);

Conditions supplémentaires
  - e. Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
  - f. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de l'offre et
  - g. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC:  
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de proposition de prix présenté.

## APPENDICE 1 - LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUT LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DE L'OFFRANT

**AVIS AUX OFFRANTS**  
**INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS**

[illegible]

## APPENDICE 2 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

### DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE

### SPECIFICATION

### GENERAL CONTRACTOR MULTI-TRADE

### 19 WING, COMOX, BC V0K 2K0

---

#### 1 SITE OF WORK

19 Wing, PO Box 1000 Stn Main, Lazo, BC V0K 2K0.

#### 2 WORK INCLUDED

The work under this contract comprises the supply of all labour, material, tools, equipment, transportation and supervision necessary to carry out repairs, alterations and additions as directed by the Engineer.

.1 Work required includes, but is not confined to:

.1 Services of:

1. Provincially licenced journeyman carpenters/apprentice,
2. Provincially licenced journeyman mason/apprentice,
3. Provincially licenced journeyman plumber/apprentice,
4. Provincially licenced journeyman steamfitter/apprentice,
5. Provincially licenced journeyman refrigeration mechanic/apprentice,
6. Provincially licenced journeyman gasfitter,
7. Provincially licenced journeyman welder/apprentice, qualifications must be job specific as directed by the Engineer,
8. Provincially licenced journeyman sheet metal worker/apprentice,
9. Provincially licenced journeyman electrician/apprentice,
10. Provincially licenced journeyman painter/apprentice,
11. carpet and tile layers,
12. labourers,
13. any other qualified person, required to carry out, construction, maintenance, alterations and additions as directed by the Engineer.
14. The ability to provide shop and "as built" drawings as and when required. Could be sub-contracted.
15. Provide a safety plan.
16. Valid Red Seal or Provincial Qualifications for all trades people or sub-contractors must be available upon request.

.2 Work required:

- .1 Repairs and alterations to buildings and facilities, including windows, block and brickwork, flooring, glazing, plastering and drywall, base trim, exterior cladding, suspended ceiling systems, interior and exterior surfaces.
- .2 Installation/maintenance to plumbing, hot water/steam heating systems, fixtures, drains, hot and cold water lines, furnaces, ductwork or other as directed.
- .3 Installation/maintenance of electrical distribution services, outlets, switches, lights and fixtures, meters, panels and building wire, fire alarm systems, HAD's, hot water tanks or other as directed.

- .4 Painting, plastering, tile work and sheet goods.
- .5 Installation/repairs to concrete, walkways, masonry walls, etc.
- .6 Construction of or alterations to the interior and/or exterior of buildings.

### 3 Sub Contracting

- .1 All subcontractors will be the sole responsibility of the General Contractor.
- .2 All subcontractors will be approved by the Engineer.
- .3 All subcontractors must be fully qualified in their respective trades and for the specific job.

### 4 PRODUCTS

- .1 Supply of materials and replacement parts required for the performance of work will be provided at a laid down cost, excluding provincial sales tax. The Goods and Services Tax is to be shown as separate item.
- .2 A copy of supplier's invoices to be supplied to Engineer on demand.
- .3 All mechanical/electrical products to be CSA approved.

### 5 SERVICES

- .1 Services. Services shall be provided on an "as required" basis and shall be available on five calendar days excluding emergencies.
- .2 Service Calls. The Contractor shall accept all calls from the Engineer or the Engineer's authorized representative for inspections and/or repairs as may be required. All requests for services will be confirmed, in writing, by form DSS 942 (Requisition on Contract).
- .3 Tradespeople. Tradespeople provided on this contract must be fully licensed, qualified and authorized, in British Columbia, for work in their respective trade with proven experience at the licensed, Red Seal or Provincial, journeyman level.
- .4 Apprentices. Apprentices must have proven experience in the respective trades and be under the supervision of a licenced journeyman.

### 6 TRANSPORTATION

The Contractor shall provide transportation on the site for the Contractor's employees and their tools, equipment and materials, required for the performance of the work designated under this contract.

### 7 TOOLS AND EQUIPMENT

The supply of all tools and equipment required for the satisfactory performance of work under this contract shall be the responsibility of the Contractor.

### 8 INVOICES

- .1 All invoices submitted for payment shall show:

- .1 Construction Engineering work order number,
  - .2 Construction Engineering file number,
  - .3 requisition number - DSS 942 (Requisition on Contract),
  - .4 Public Works and Government Services Canada (PWGSC) contract number, and
  - .5 same address as on PWGSC contract.
- .2 Invoices are to include a breakdown as follows:
- .1 Rates of pay and hours of work for each tradesperson.
  - .2 An itemized list of materials used, by cost, shall be shown on all invoices submitted for payment.
  - .3 Extended total.
  - .4 Goods and Services Tax (GST) to be shown as a separate item.
  - .5 Where sub-contracting is involved, a copy of sub-contractor's invoice shall accompany the invoice against the requisition.
  - .6 Where discount or mark-up is applicable, please indicate separately.
- .3 Invoices submitted for payment against this contract that are not properly identified will be returned to the Contractor for proper annotation before certification for payment is made.

## 9 ESTIMATES

Where a cost estimate has been submitted and accepted by the Service Site Authority, fully completed work or services will be performed or provided at a cost no greater than 10% above the cost estimate.

## 10 CODES AND STANDARDS

- .1 Perform all work in accordance with the latest edition of the National Building Code of Canada (NBC), Canadian Electrical Code, National Plumbing Code, Natural Gas Installation Code, national Fire Codes, National fire Protection Association Standards, any applicable provincial or local codes.
- .2 Materials and workmanship must conform to or exceed applicable standards of Canadian Government Specifications Board (CGSB), Canadian Standards Association (CSA), American Society for Testing and Materials (ASTM) and other referenced organizations.
- .3 Conform to latest revision of dated referenced standards, effective as published by the standard authority. Standards or codes not dated shall be deemed the edition in force on date of this specification.
- .4 Refrigeration mechanics/apprentices must perform work within guidelines of the Ozone-depleting Substances Regulations 1998, the Federal Halocarbon Regulations and the Manitoba Ozone-depleting Substances Act and Regulations, Chapter 080-103/94. In the event of conflict between any of the above regulations, the most stringent regulation shall apply.

- .5 Refrigeration mechanics/apprentices must possess a valid Manitoba Atmosphere Protection Environmental Certificate and provide to the Engineer all applicable records, reports and notices required by the regulations outlined in 10.4 above.

11 Permits

Permits must be obtained prior to commencement of all additions, alterations or installation of gas piping or equipment. (Gas Notice #1)

12 SETTING OUT OF WORK

- .1 Locate general reference points and take action necessary to prevent their disturbance.
- .2 Employ a competent person to lay out work in accordance with control lines provided by Engineer.

13 SCAFFOLDING

Construct and maintain scaffolding in a rigid, secure and safe manner. Erect independent of walls. Remove promptly when no longer required.

14 FIRES

Fires and burning of rubbish on-site not permitted. All fires regardless of size will be reported to the Wing Fire Chief.

15 ROUGHING-IN

Be responsible for obtaining manufacturer's literature and for correct roughing-in and hook-up of equipment and fixtures.

16 CUTTING, FITTING AND PATCHING

- .1 Execute cutting (including excavation), fitting and patching of work that may be required to make work fit properly together to receive or be received by other work.
- .2 Where existing work is altered or cut, patch and make good to match existing, adjacent surfaces.
- .3 Make cuts with clean, true, smooth edges. Make patches inconspicuous in final assembly.
- .4 Fit work airtight to pipes, sleeves, ducts and conduits.

16 LOCATION OF FIXTURES

Locations of fixtures, apparatus, outlets, etc., shown or specified, shall be considered as approximate. Actual locations shall be as directed and required to suit conditions at time of installation and as is reasonable. Before installation, inform Engineer of impending installation and consult with Engineer for actual location.

17 EXISTING SERVICES

- .1 Where work of this contract involves breaking into or connecting to existing services, carry out work at times directed by governing authorities, with a minimum of disturbance to pedestrian and vehicular traffic, and to occupants and function of existing building.

- .2 Provide adequate bridging over trenches which cross sidewalks or roads to permit normal traffic.
- .3 Protect, relocate or maintain existing active services as required. When inactive services are encountered, cap off in a manner approved by authorities having jurisdiction over the service.

18 ADDITIONAL DRAWINGS

Engineer may furnish additional drawings to assist the proper execution of work. These will be issued for clarification purposes only. Such drawings shall have the same meaning and intent as if they were included with original drawings.

19 TEMPORARY FACILITIES

- .1 Sanitary Facilities. If required, provide sanitary facilities for workforce in accordance with governing regulations and ordinances.
- .2 Enclosure of Structure. Provide temporary weather tight enclosures.
  - .1 Post notices and take such precautions as required by local health authorities. Keep areas and premises in a sanitary condition.
  - .2 Erect enclosures to allow accessibility for installation of materials and working inside of enclosure.
  - .3 Design enclosures to withstand wind pressure.
- .3 Power and Water. Contractor shall be responsible for making arrangements for power and water with the occupant of the housing unit and will make payment for such power and water used, as demanded by the occupant. Water and power from Base buildings, armouries and satellites will be provided free of charge.
- .4 Drainage. Provide temporary drainage and pumping as necessary to keep excavations and site of the work free from water at all times.
  - .1 Do not pump water containing silt in suspension into existing sewer or drainage system.
- .5 Removal of Temporary Facilities. Remove all temporary facilities from site when directed by Engineer.
  - .1 Restore connection points for electric power and water to original condition.

20 SAFETY REQUIREMENTS

- .1 General. The Contractor will be responsible to take all necessary steps to protect personnel (workers, visitors, general public) and property from any harm during the course of the contract.
- .2 Construction Safety Measures. Observe and enforce construction safety measures required by the most recent edition of the National Building Code of Canada, provincial government, Workers Compensation Board, and municipal statutes and authorities. This includes Confined Space Entry Procedures.

- .1 In event of conflict between any provisions of above authorities, the most stringent provision will apply.
- .3 Work Procedures and Equipment.
  - .1 All work procedures and equipment will be in accordance with legislated standards.
  - .2 A "Hot Work" permit is required for any hot work such as welding, cutting, or brazing in any area on Base (see Annex A to this specification). Hot Work permits are issued and controlled by the Wing Fire Chief.
  - .3 Position cranes, hoists or scaffolding and operate them in a manner that will not result in damage to nearby aircraft, equipment or personnel even if slung loads or smaller objects fall or the equipment collapses.
- .4 A "Hot Roofing" permit is required before said roofing is begun anywhere on Base (see Annex A). Hot roofing permits are issued and controlled by the Wing Fire Chief.
- .4 Barricades. Barricade dangerous work sites, trenches and excavations.
- .5 Unguarded Work Sites. When work sites are left unguarded, especially overnight, powered equipment must be left at zero energy potential, material must be safely positioned and stacked, and portable ladders leading to elevated work platforms removed and secured.
- .6 Lockout Procedure. When persons would be placed at risk should the facility, machine or equipment become energized or move during inspection, maintenance, or repair, lockout procedures are required. Lockouts must be initiated by qualified Department of National Defence (DND) trades people although each tradesperson or worker responsible for the job or the equipment/facility will separately lockout.
- .7 Safety Personnel and Responsibility:
  - .1 The Contractor shall supply competent personnel, implement their safety program and ensure that DND and provincial safety and health standards are being complied with.
  - .2 DND shall monitor daily to ensure safety requirements are met and safety records are properly kept and maintained. Initial disregard for safety standards will cause the contract to be reviewed and a written record of the review will become part of the contract document.
  - .3 The Contractor will report to the contract supervisor and jurisdictional authorities any accident or incident involving contractor, DND or public personnel and/or property arising from the Contractor's execution of work.
- .8 Delay Due to Health and Safety Regulations Infractions:
  - .1 The Contractor will include all provisions of the contract in any agreement with sub-contractors and hold all sub-contractors equally responsible for safe work performance.
  - .2 If the Contractor is responsible for a delay in the progress of work due to an infraction of legislated health and safety requirements, the Contractor will, without additional cost to DND, work such overtime, acquire and use equipment or material for the

execution as deemed necessary in the opinion of the contract supervisor, to avoid delay in the final completion of the work or any operation thereof.

- .9 Fire Safety Requirements. Comply with requirements of Fire Orders and Precautions for Civilian Contractors as issued by the Wing Fire Chief.
- .10 Overloading. No part of the work shall be loaded to the point, which will endanger its safety.
- .11 Falsework. Falsework shall conform to CSA S269.1-1975, national, provincial and/or local codes and by-laws governing this type of work.
- .12 Solvent and Adhesives. Take suitable fire precautions. Smoking is not permitted in working area. Use in well ventilated areas only. Do not dispose of volatile wastes, paint thinners, etc. in storm or sanitary sewers.

## 21 HAZARDOUS MATERIALS

- .1 Material Safety Data Sheets must be provided to the Wing Construction Engineering Officer for any controlled product being brought onto 19 Wing.
- .2 Contractor personnel will have been trained in Workplace Hazardous Material legislation as contained in Occupational Health and Safety Regulations of the Canada Labour Code.
- .3 Spills of any size will be immediately reported to the Engineer and to the Wing Environmental Officer.

## 22 MATERIALS

- .1 General. Use new materials unless otherwise specified.
- .2 Manufacturers' Instructions. Unless otherwise specified, comply with manufacturers' latest printed instructions for materials and installation methods to be used.
  - .1 Notify Engineer, in writing, of any conflict between these specifications and manufacturers' instructions so that the Engineer can designate which specification is to be followed.
- .3 Delivery and Storage. Deliver, store and maintain packaged materials with manufacturers' seals and labels intact.
  - .1 Prevent damage, adulteration and soiling of materials during delivery, handling and storage. Immediately remove rejected materials from site.
  - .2 Store materials in accordance with suppliers' instructions.

## 23 CLEANING

- .1 General. Conduct cleaning and disposal operations to comply with local ordinances and anti-pollution laws.
  - .1 Do not bury rubbish and waste materials on project site.
  - .2 Do not dispose of wastes into streams or waterways.
  - .3 Store volatile wastes in covered metal containers and remove from premises daily.

- .4 Prevent accumulation of wastes which create hazardous conditions. Do not conceal waste material in hidden spaces.
- .5 Provide adequate ventilation during use of volatile or noxious substances.
- .2 Materials. Use only cleaning materials recommended by manufacturer of surface to be cleaned and as recommended by cleaning material manufacturer.
- .3 Cleaning During Construction. Maintain project grounds and public properties free from accumulations of waste materials and rubbish.
  - .1 Wet down materials and rubbish to prevent blowing dust.
  - .2 Provide on-site containers for collection of waste materials and rubbish.
  - .3 Remove waste materials and rubbish from site.
- .4 Final Cleaning. In preparation for substantial completion or occupancy, conduct final inspection of sight-exposed interior and exterior surfaces and of concealed spaces.
  - .1 Remove grease, dust, dirt, stains, labels, fingerprints and other foreign materials from sight-exposed interior and exterior finished surfaces including glass.
  - .2 Broom clean and damp mop hard surfaces. Vacuum carpets; rake exterior work areas.
- .3 Remove debris and materials from roof areas.
- .4 Leave entire work area neat and clean.

## 24 ALTERATIONS TO EXISTING BUILDING

Execute work with least possible interference or disturbance to occupants and normal use of premises. Arrange with Engineer to facilitate execution of work.

## 25 USE OF PREMISES

The Contractor shall confine the Contractor's apparatus, storage of materials and operations of the Contractor's workers to the limits indicated by law ordinances under the direction of the Engineer, and shall not unreasonably encumber the site.

Annexes:

Annex A Hot Work Permit

Annex B Hot Process Roofing Permit

Annex A

Job No. W0133-14-MT01  
2000-07-01

SAMPLE NUMBER 1

HOT WORK PERMIT

DATE \_\_\_\_\_ SUPERVISOR \_\_\_\_\_

BUILDING \_\_\_\_\_ FLOOR \_\_\_\_\_

WORK TO BE DONE \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

SPECIAL PRECAUTIONS TO BE TAKEN \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

FIRE WATCH PROVIDED \_\_\_\_\_ NAME \_\_\_\_\_

The location where this work is to be done has been checked, and necessary precautions have been taken. Permission is granted for this work.

SIGNED \_\_\_\_\_  
Fire Inspector/Shop Foreman

Work area and all adjacent areas to which sparks, hot slag and heat might have spread (including floors and ceilings above and below, and on the opposite sides of walls) were inspected 30 minutes after the work was completed and were found in a fire safe condition.

SIGNED \_\_\_\_\_  
Job Supervisor

DISTRIBUTION

Original to supervisor and returned to  
Fire Prevention Section upon completion of work

Duplicate to be held by Fire Prevention Inspector

Annex A  
Job No. W0133-14-MT01  
2000-07-01

SAMPLE NUMBER 2

Before approving any cutting, welding or use of open flame, the Wing Fire Inspector or the Wing Fire Inspector's appointed representative (Shop Foreman) shall inspect the work area and confirm that all necessary precautions have been taken to prevent fire in accordance with NFPA 51B.

Precautions

YES/NO	Sprinklers in service
YES/NO	Smoke detectors/fire alarm system
YES/NO	F.A. system shut down
YES/NO	F.A. system not shut down
YES/NO	Cutting and welding equipment in good repair
YES/NO	Floors swept clean of combustibles
YES/NO	Combustible floors protected (wet down, covered in wet sand, or metal shields)
YES/NO	Flammable liquids removed or adequately covered
YES/NO	All wall and floor openings covered
YES/NO	Covers set up below work area to catch hot slag and sparks.

Work on Walls or Ceilings

(tanks, containers, ducts, dust collectors, etc.)

YES/NO	Equipment cleaned of all combustibles
YES/NO	Containers purged of flammable liquids

Fire Watch

YES/NO	To be provided during and for 30 minutes following operation
YES/NO	Extinguisher on site
YES/NO	Trained in use of extinguisher and in sounding fire alarm

FOR FURTHER ASSISTANCE OR ADVICE,  
CONTACT CE FIRE PREVENTION STAFF PRIOR TO BEGINNING WORK

Annex B  
Job No. W0133-14-MT01  
2013-10-24

**19 WING COMOX  
HOT PROCESS ROOFING  
WORK PERMIT**

DATE: \_\_\_\_\_  
BLDG \_\_\_\_\_  
LOCATION OF WORK: \_\_\_\_\_  
CONTRACTORS NAME: \_\_\_\_\_

**SPECIAL PRECAUTIONS THAT SHALL BE ADHERED TO**

**A. HOT ROOF TARRING (TAR KETTLE)**

1. Kettles equipped with thermometer or gauge \_\_\_\_\_
2. Kettle to be manned continuously while in use \_\_\_\_\_
3. Kettle must have metal cover to smother flames \_\_\_\_\_
4. Fire extinguisher (4A/40BC) must be near kettle \_\_\_\_\_
5. Kettle watch man must keep area clear and orderly \_\_\_\_\_
6. Only glass fibre roofing mops \_\_\_\_\_
7. Mops to be removed from roof daily after work done \_\_\_\_\_
8. Mops must be stored away from combustible materials by at least 3 m or in the kettle \_\_\_\_\_
9. All roofing material shall be stored in locations at least 3 m away from bldg \_\_\_\_\_

Annex B  
Job No. W0133-14-MT01  
2013-10-24

**B. HOT ROOFING PERMIT (PROPANE CYLINDERS & TORCHES)**

1. Propane cylinders used on roof to be secured in upright position at all times,  
\_\_\_\_\_
2. Propane cylinders must be at least 4.5 m away from kettle at all times,  
\_\_\_\_\_
3. Larger mobile tanks must be at least 7.6 m away from kettle \_\_\_\_\_
4. Stored propane tanks must be at least 3 m from bldgs \_\_\_\_\_
5. All contractors' materials must be at least 3 m from bldgs \_\_\_\_\_
6. If torches used, special precautions should be made around any combustible material and bldgs  
\_\_\_\_\_
7. Fire extinguishers shall be readily available when propane torches are in use  
\_\_\_\_\_
8. If fire watch required? Supplied by contractor  
\_\_\_\_\_ FireHall
9. Special Precautions: Kettle is to be located at least 3 m from bldg.

**NOTE: Contact FireHall 30 minutes after all work is completed for the day for post fire inspection.**

**C. GENERAL INFORMATION**

1. All contractor personnel have been briefed in the use of fire equipment and in sounding fire alarms. Fire emergency number 9 - 911 on the Wing or 911 from the Armouries.
2. At the end of each working day, the Contractor shall notify the Wing Fire Department Duty Platoon Chief by telephone (8250) that work for the day has been completed 30 minutes after work is halted. Foremen will wait till the FireHall has carried out Post Fire Inspection.
3. All fires are to be reported to the Fire Department at 8250:

Permit Start Date/Time	_____
Fire Ext Serv	_____
Permit Expiry Date/Time	_____
Contractor Name/Print	_____
Contractor Signature	_____
Fire Insp Name/Print	_____

Fire Insp Signature \_\_\_\_\_

## APPENDICE 3 - CRITERES OBLIGATOIRES

Le soumissionnaire doit fournir des preuves de son expérience et de son rendement antérieur en mentionnant trois (3) projets ou contrats satisfaisante au cours de cinq (5) dernières années, dans le cadre desquels la gamme de services d'entrepreneur général fournis est comparable à celle décrite dans la présente demande d'offre a commandes (DOC)

Les preuves fournies par le soumissionnaire seront vérifiées par l'État. Si le soumissionnaire ne fournit pas les preuves requises, ou si ces preuves ne peuvent pas être vérifiées, sa soumission sera rejetée. Si le soumissionnaire fournit plus de références que le nombre demandé, seules les références ne dépassant pas le nombre demandé seront évaluées.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada se réserve le droit de vérifier l'intégralité et l'exactitude des renseignements fournis de même que le niveau de satisfaction des personnes citées en référence quant aux services offerts. Si un renseignement ne peut être vérifié ou si le service fourni est considéré insatisfaisant, la proposition sera jugée irrecevable et sera rejetée d'emblée.

[illegible]



1. The offeror must have one permanent employee to be the liaison between the offeror and DND. This person must have knowledge and expertise in Construction Project Management. This could include the owner.

The name of the contact person must be provided to DND upon request.

Yes \_\_\_\_\_

No \_\_\_\_\_

## APPENDICE 4 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

.1 Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les coûts indirects, les bénéfices et toute autre obligation financière.

.2 Le matériel non précisé sera remboursé au coût net et sera appuyé par des factures auxquelles on ajoutera la marge bénéficiaire établie à la section 4 de la présente offre. «Coût net» désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour les matériaux requis par les travaux, et comprend les frais d'emballage, de traitement et de livraison moins les escomptes accordés à l'offrant. La marge bénéficiaire de l'offrant pour le matériel précisé comprend les coûts indirects, les bénéfices et toutes autres dépenses

.3 Les prix inscrits dans la section de la présente offre comprennent l'ensemble des taxes fédérales, provinciales et municipales.

.1 Toutefois, ils ne comprennent pas les montants relatifs à la taxe sur les produits et services (TPS) ni à la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS/TVH seront versés par Sa Majesté à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat. L'offrant devra verser la somme appropriée à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur

.2 La somme versée par Sa Majesté pour l'équipement spécial de l'offrant qui n'est pas couvert par le barème de prix unitaires, mais qui est requis sur le lieu du travail, ne dépassera pas les coûts de location sur place ou les taux demandés par l'association locale de construction pour de tels équipements, selon le plus bas prix.

.3 Les taux horaires exigés dans l'offre et l'acceptation pour des types de services précis correspondront au coût total des travaux à exécuter, y compris, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit:

- .1 main-d'oeuvre, y compris la supervision, les indemnités et l'assurance de responsabilité civile;
- .2 temps de déplacement;
- .3 transport/dépenses d'automobile;
- .4 outils;
- .5 coûts indirects et le profit;
- .6 tout frais accessoire autre que l'achat de matériel et de pièces de rechange lié à la main-d'oeuvre

### 4. PRIX

L'offrant convient que les prix établis dans le tableau ci-dessous sont ceux mentionnés.

#### 4.1 Barèmes de prix unitaires – Taux

### A) Years 1 & 2

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
<u>Ite m</u>	<u>Class of Labour, material or plant</u>	<u>Unit</u>	<u>Estimate d Hours/ Quantity</u>	<u>Unit Price</u>	<u>Estimated total price</u>
1.	Hourly rate, including travel time and all related expenses.				
	a) <b>During Regular Hours:</b> 0730 - 1530 hours, Monday through Friday				
	<b>i.Carpenter (Journeyman)</b>	per hour	1500	\$	\$
	<b>ii.Carpenter (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	40	\$	\$
	iii.Mason (Journeyman)	per hour	200	\$	\$
	iv.Mason (Labourer/Apprentice)	per hour	50	\$	\$
	<b>v.Plumber (Journeyman)</b>	per hour	50	\$	\$
	<b>vi.Plumber (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	50	\$	\$
	vii.Steamfitter (Journeyman)	per hour	100	\$	\$
	viii.Steamfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	300	\$	\$
	<b>ix.Refrigeration Mechanic (Journeyman)</b>	per hour	200	\$	\$
	<b>x.Refrigeration Mechanic (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	350	\$	\$
	xi.Gasfitter (Journeyman)	per hour	100	\$	\$
	xii.Gasfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	100	\$	\$
	<b>xiii.Welder (Journeyman)</b>	per hour	1310	\$	\$
	<b>xiv.Welder (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	50	\$	\$
	xv.Sheet Metal Worker (Journeyman)	per hour	1500	\$	\$
	xvi.Sheet Metal Worker (Labourer/Apprentice)	per hour	40	\$	\$
	<b>xvii.Electrician (Journeyman)</b>	per hour	200	\$	\$
	<b>xviii.Electrician (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	50	\$	\$
	xix.Painter (Journeyman)	per hour	50	\$	\$
	xx.Painter (Labourer/Apprentice)	per hour	50	\$	\$
	<b>xxi.Roofer (Journeyman)</b>	per hour	100	\$	\$
	<b>xxii.Roofer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	300	\$	\$
	xxiii.Flooring Installer (Journeyman)	per hour	200	\$	\$

xxiv.Flooring Installer (Labourer/Apprentice)	per hour	350	\$	\$
<b>xxv.Drywall Installer (Journeyman)</b>	per hour	100	\$	\$
<b>xxvi.Drywall Installer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	100	\$	\$
b) Outside Regular Hours: Monday through Sunday, including all day Saturday, Sunday and holidays.				
<b>xxvii.Carpenter (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>xxviii.Carpenter (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
xxix.Mason (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
xxx.Mason (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
<b>xxxi.Plumber (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>xxxii.Plumber (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
xxxiii.Steamfitter (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
xxxiv.Steamfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
<b>xxxv.Refrigeration Mechanic (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>xxxvi.Refrigeration Mechanic (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
xxxvii.Gasfitter (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
xxxviii.Gasfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
<b>xxxix.Welder (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>xl.Welder (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
xli.Sheet Metal Worker (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
xlii.Sheet Metal Worker (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
<b>xlili.Electrician (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>xliv.Electrician (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
xlvi.Painter (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
xlvi.Painter (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
<b>xlvi.Roofer (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>xlvi.Roofer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
xlix.Flooring Installer (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
l.Flooring Installer (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
<b>li.Drywall Installer (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$

	<b>i.Drywall Installer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
2.	Contractor's Mark Up on Allowance for unspecified material, replacement parts, required permits and certificates. (\$75,000 + % mark up = )	n/a	\$75,000	_____ %	\$
3.	<b>RENTAL EQUIPMENT</b> <b>When requested and approved in advance</b> (by the Site Authority) equipment rental requests for other than basic shop and tradespersons tools as specified must be charged at the laid down cost (which includes invoice costs, exchange, custom and brokerage charges) plus firm mark up of (see below) (which includes purchasing expenses, internal handling, G & A Expenses and profit) excluding Goods and Services Tax, which must be shown as a separate item. (\$10,000 + % mark up = )	n/a	\$10,000	_____ %	\$
<b>Sub Total A): Estimated Total Amount 1st &amp; 2nd Years GST/HST Extra</b>					\$

### B) Year 3

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
<u>Ite m</u>	<u>Class of Labour, material or plant</u>	<u>Unit</u>	<u>Estimate d Hours/ Quantity</u>	<u>Unit Price</u>	<u>Estimated total price</u>
1.	Hourly rate, including travel time and all related expenses.  a) <b>During Regular Hours:</b> 0730 - 1530 hours, Monday through Friday				
	<b>i.Carpenter (Journeyman)</b>	per hour	750	\$	\$
	<b>ii.Carpenter (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	20	\$	\$
	iii.Mason (Journeyman)	per hour	100	\$	\$
	iv.Mason (Labourer/Apprentice)	per hour	25	\$	\$
	<b>v.Plumber (Journeyman)</b>	per hour	25	\$	\$
	<b>vi.Plumber (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	25	\$	\$
	vii.Steamfitter (Journeyman)	per hour	50	\$	\$
	viii.Steamfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	150	\$	\$
	<b>ix.Refrigeration Mechanic (Journeyman)</b>	per hour	100	\$	\$
	<b>x.Refrigeration Mechanic (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	175	\$	\$
	xi.Gasfitter (Journeyman)	per hour	50	\$	\$
	xii.Gasfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	50	\$	\$
	<b>xiii.Welder (Journeyman)</b>	per hour	600	\$	\$
	<b>xiv.Welder (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	25	\$	\$
	xv.Sheet Metal Worker (Journeyman)	per hour	750	\$	\$
	xvi.Sheet Metal Worker (Labourer/Apprentice)	per hour	20	\$	\$
	<b>xvii.Electrician (Journeyman)</b>	per hour	100	\$	\$
	<b>xviii.Electrician (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	25	\$	\$
	xix.Painter (Journeyman)	per hour	50	\$	\$
	xx.Painter (Labourer/Apprentice)	per hour	25	\$	\$
	<b>xxi.Roofer (Journeyman)</b>	per hour	50	\$	\$
	<b>xxii.Roofer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	150	\$	\$
	xxiii.Flooring Installer (Journeyman)	per hour	100	\$	\$

xxiv.Flooring Installer (Labourer/Apprentice)	per hour	175	\$	\$
<b>xxv.Drywall Installer (Journeyman)</b>	per hour	50	\$	\$
<b>xxvi.Drywall Installer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	50	\$	\$
b) Outside Regular Hours: Monday through Sunday, including all day Saturday, Sunday and holidays.				
<b>xxvii.Carpenter (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>xxviii.Carpenter (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
xxix.Mason (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
xxx.Mason (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
<b>xxxi.Plumber (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>xxxii.Plumber (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
xxxiii.Steamfitter (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
xxxiv.Steamfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
<b>xxxv.Refrigeration Mechanic (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>xxxvi.Refrigeration Mechanic (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
xxxvii.Gasfitter (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
xxxviii.Gasfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
<b>xxxix.Welder (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>xl.Welder (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
xli.Sheet Metal Worker (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
xlii.Sheet Metal Worker (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
<b>xlili.Electrician (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>xliv.Electrician (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
xlvi.Painter (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
xlvi.Painter (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
<b>xlvi.Roofer (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>xlvi.Roofer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
xlix.Flooring Installer (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
I.Flooring Installer (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
<b>li.Drywall Installer (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
<b>ii.Drywall Installer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$

2.	Contractor's Mark Up on Allowance for unspecified material, replacement parts, required permits and certificates. ( $\$37,500 + \text{ \% mark up} = \text{ \_\_\_\_\_\_}$ )	n/a	\$37,500	_____ %	\$
3.	<b>RENTAL EQUIPMENT</b> <b>When requested and approved in advance</b> (by the Site Authority) equipment rental requests for other than basic shop and tradespersons tools as specified must be charged at the laid down cost (which includes invoice costs, exchange, custom and brokerage charges) plus firm mark up of (see below) (which includes purchasing expenses, internal handling, G & A Expenses and profit) excluding Goods and Services Tax, which must be shown as a separate item. ( $\$5,000 + \text{ \% mark up} = \text{ \_\_\_\_\_\_}$ )	n/a	\$5,000	_____ %	\$
<b>Sub Total B): Estimated Total Amount Year 3 GST/HST Extra</b>					\$

### Option Year 1

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
<u>Ite m</u>	<u>Class of Labour, material or plant</u>	<u>Unit</u>	<u>Estimate d Hours/ Quantity</u>	<u>Unit Price</u>	<u>Estimated total price</u>
<u>1.</u>	Hourly rate, including travel time and all related expenses.  a) <b>During Regular Hours:</b> 0730 - 1530 hours, Monday through Friday				
	<b>i.Carpenter (Journeyman)</b>	per hour	750	\$	\$
	<b>ii.Carpenter (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	20	\$	\$
	iii.Mason (Journeyman)	per hour	100	\$	\$
	iv.Mason (Labourer/Apprentice)	per hour	25	\$	\$
	<b>v.Plumber (Journeyman)</b>	per hour	25	\$	\$
	<b>vi.Plumber (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	25	\$	\$
	vii.Steamfitter (Journeyman)	per hour	50	\$	\$
	viii.Steamfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	150	\$	\$
	<b>ix.Refrigeration Mechanic (Journeyman)</b>	per hour	100	\$	\$
	<b>x.Refrigeration Mechanic (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	175	\$	\$
	xi.Gasfitter (Journeyman)	per hour	50	\$	\$
	xii.Gasfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	50	\$	\$
	<b>xiii.Welder (Journeyman)</b>	per hour	600	\$	\$
	<b>xiv.Welder (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	25	\$	\$
	xv.Sheet Metal Worker (Journeyman)	per hour	750	\$	\$
	xvi.Sheet Metal Worker (Labourer/Apprentice)	per hour	20	\$	\$
	<b>xvii.Electrician (Journeyman)</b>	per hour	100	\$	\$
	<b>xviii.Electrician (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	25	\$	\$
	xix.Painter (Journeyman)	per hour	50	\$	\$
	xx.Painter (Labourer/Apprentice)	per hour	25	\$	\$
	<b>xxi.Roofer (Journeyman)</b>	per hour	50	\$	\$
	<b>xxii.Roofer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	150	\$	\$
	xxiii.Flooring Installer (Journeyman)	per hour	100	\$	\$
	xxiv.Flooring Installer (Labourer/Apprentice)	per hour	175	\$	\$

	<b>xxv.Drywall Installer (Journeyman)</b>	per hour	50	\$	\$
	<b>xxvi.Drywall Installer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	50	\$	\$
	b) Outside Regular Hours: Monday through Sunday, including all day Saturday, Sunday and holidays.				
	<b>xxvii.Carpenter (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>xxviii.Carpenter (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
	xxix.Mason (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
	xxx.Mason (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
	<b>xxxi.Plumber (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>xxxii.Plumber (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
	xxxiii.Steamfitter (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
	xxxiv.Steamfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
	<b>xxxv.Refrigeration Mechanic (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>xxxvi.Refrigeration Mechanic (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
	xxxvii.Gasfitter (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
	xxxviii.Gasfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
	<b>xxxix.Welder (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>xl.Welder (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
	xli.Sheet Metal Worker (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
	xlii.Sheet Metal Worker (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
	<b>xlili.Electrician (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>xliv.Electrician (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
	xlvi.Painter (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
	xlvi.Painter (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
	<b>xlvi.Roofer (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>xlvi.Roofer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
	xlix.Flooring Installer (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
	l.Flooring Installer (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
	<b>li.Drywall Installer (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>iii.Drywall Installer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
2.	Contractor's Mark Up on Allowance for unspecified				

	material, replacement parts, required permits and certificates. <u>(\$37,500 + % mark up = )</u>	n/a	\$37,500	_____ %	\$
3.	<b>RENTAL EQUIPMENT</b> <b>When requested and approved in advance</b> (by the Site Authority) equipment rental requests for other than basic shop and tradespersons tools as specified must be charged at the laid down cost (which includes invoice costs, exchange, custom and brokerage charges) plus firm mark up of (see below) (which includes purchasing expenses, internal handling, G & A Expenses and profit) excluding Goods and Services Tax, which must be shown as a separate item. <u>(\$5,000 + % mark up = )</u>	n/a	\$5,000	_____ %	\$
<b>Sub Total C): Estimated Total Amount Option Year 1 GST/HST Extra</b>					\$

### Option Year 2

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
<u>Ite m</u>	<u>Class of Labour, material or plant</u>	<u>Unit</u>	<u>Estimate d Hours/ Quantity</u>	<u>Unit Price</u>	<u>Estimated total price</u>
1.	Hourly rate, including travel time and all related expenses.  a) <b>During Regular Hours:</b> 0730 - 1530 hours, Monday through Friday				
	<b>i.Carpenter (Journeyman)</b>	per hour	750	\$	\$
	<b>ii.Carpenter (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	20	\$	\$
	iii.Mason (Journeyman)	per hour	100	\$	\$
	iv.Mason (Labourer/Apprentice)	per hour	25	\$	\$
	<b>v.Plumber (Journeyman)</b>	per hour	25	\$	\$
	<b>vi.Plumber (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	25	\$	\$
	vii.Steamfitter (Journeyman)	per hour	50	\$	\$
	viii.Steamfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	150	\$	\$
	<b>ix.Refrigeration Mechanic (Journeyman)</b>	per hour	100	\$	\$
	<b>x.Refrigeration Mechanic (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	175	\$	\$
	xi.Gasfitter (Journeyman)	per hour	50	\$	\$
	xii.Gasfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	50	\$	\$
	<b>xiii.Welder (Journeyman)</b>	per hour	600	\$	\$
	<b>xiv.Welder (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	25	\$	\$
	xv.Sheet Metal Worker (Journeyman)	per hour	750	\$	\$
	xvi.Sheet Metal Worker (Labourer/Apprentice)	per hour	20	\$	\$
	<b>xvii.Electrician (Journeyman)</b>	per hour	100	\$	\$
	<b>xviii.Electrician (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	25	\$	\$
	xix.Painter (Journeyman)	per hour	50	\$	\$
	xx.Painter (Labourer/Apprentice)	per hour	25	\$	\$
	<b>xxi.Roofer (Journeyman)</b>	per hour	50	\$	\$
	<b>xxii.Roofer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	150	\$	\$
	xxiii.Flooring Installer (Journeyman)	per hour	100	\$	\$
	xxiv.Flooring Installer (Labourer/Apprentice)	per hour	175	\$	\$

	<b>xxv.Drywall Installer (Journeyman)</b>	per hour	350	\$	\$
	<b>xxvi.Drywall Installer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	100	\$	\$
	b) Outside Regular Hours: Monday through Sunday, including all day Saturday, Sunday and holidays.				
	<b>xxvii.Carpenter (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>xxviii.Carpenter (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
	xxix.Mason (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
	xxx.Mason (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
	<b>xxxi.Plumber (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>xxxii.Plumber (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
	xxxiii.Steamfitter (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
	xxxiv.Steamfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
	<b>xxxv.Refrigeration Mechanic (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>xxxvi.Refrigeration Mechanic (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
	xxxvii.Gasfitter (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
	xxxviii.Gasfitter (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
	<b>xxxix.Welder (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>xl.Welder (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
	xli.Sheet Metal Worker(Journeyman)	per hour	1	\$	\$
	xlii.Sheet Metal Worker (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
	<b>xliii.Electrician (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>xliv.Electrician (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
	xlvi.Painter (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
	xlvi.Painter (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
	<b>xlvi.Roofer (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>xlvi.Roofer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
	xlix.Flooring Installer (Journeyman)	per hour	1	\$	\$
	l.Flooring Installer (Labourer/Apprentice)	per hour	1	\$	\$
	<b>li.Drywall Installer (Journeyman)</b>	per hour	1	\$	\$
	<b>lii.Drywall Installer (Labourer/Apprentice)</b>	per hour	1	\$	\$
		per hour	1	\$	\$
2.	Contractor's Mark Up on Allowance for unspecified				

	material, replacement parts, required permits and certificates. (\$37,500 + % mark up = )	n/a	\$37,500	_____ %	\$
3.	<b>RENTAL EQUIPMENT</b> <b>When requested and approved in advance</b> (by the Site Authority) equipment rental requests for other than basic shop and tradespersons tools as specified must be charged at the laid down cost (which includes invoice costs, exchange, custom and brokerage charges) plus firm mark up of (see below) (which includes purchasing expenses, internal handling, G & A Expenses and profit) excluding Goods and Services Tax, which must be shown as a separate item. (\$ _____ + % mark up = )	n/a	\$5,000	_____ %	\$
<b>Sub Total D): Estimated Total Amount Option Year 2 GST/HST Extra</b>					\$

The cost of subcontract work shall be reimbursed at actual cost with the addition of ten (10) percent to cover overheads, profit, and all other expenses whatsoever.  
 "Actual cost" means all amounts reasonably and properly paid by the Offeror for those parts of the Work carried out by the subcontractors.

<b>Sub Total A</b> <b>1st &amp; 2nd Year Term</b>	<b>Sub Total B</b> <b>Year 3</b>	<b>Sub Total C</b> <b>Option Year 1</b>	<b>Sub Total D</b> <b>Option Year 2</b>	<b>Total Evaluated Price</b> (col.1 + col.2+ col 3 + col 4 = col.5)
\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____ <b>GST/HST Extra</b>

**TOTAL EVALUATED PRICE:**

**Cost will be evaluated on the Total Evaluated Price in Column 5. It is anticipated that 1 standing offer will be issued to the lowest compliant offeror.**

SIGNATURE:

\_\_\_\_\_  
 Name and title of person authorized to sign on behalf of Bidder (Type or print)

Signature

Date

**SUPPLIER CONTACTS:** The names, titles and telephone numbers of the Offeror's permanent staff members cleared to receive call-ups from Identified Users:

NAME	TITLE	TELEPHONE NO.	E-MAIL

## APPENDICE 5 - RAPPORTS PÉRIODIQUE

Un rapport doit être soumis comme suit en tant qu'exigence de cette demande d'OC :

Envoyer à :

Ronny Ly	(604)666-0043	Ronny.ly@pwgsc-tpsgc.gc.ca
<b>Nom</b>	<b>Numéro de téléphone</b>	<b>Courriel</b>

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.  
219-800, rue Burrard.  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 0B9

### RAPPORT SEMESTRIEL SUR LE VOLUME D'ACTIVITÉ

FOURNISSEUR : \_\_\_\_\_

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT : \_\_\_\_\_

Description des travaux	Commande subséquente	Facturation totale

RAPPORT NUL : Nous n'avons pas fait affaires avec le gouvernement fédéral au cours de cette période

PRÉPARÉ PAR : \_\_\_\_\_

NOM : \_\_\_\_\_

SIGNATURE : \_\_\_\_\_

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: \_\_\_\_\_



## APPENDICE 6 - ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux	N° de contrat.
	N° de projet

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code postal
--	-------------------	-------	----------	-------------

Nom de l'assuré (Entrepreneur)	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code Postal
--------------------------------	-------------------	-------	----------	-------------

Assuré additionnel  
**Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux**

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
<b>Responsabilité civile des entreprises</b> <b>Responsabilité complémentaire/exc édentaire.</b>				Par sinistre \$ \$	Global général annuel \$ \$	Global - Risque après travaux \$ \$
<b>Assurance des chantiers / Risques d'installation</b>				\$		
<b>Responsabilité pollution des entreprises</b>				\$ <input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement		Global \$
<b>Responsabilité maritime</b>				\$		
<b>Responsabilité aérienne</b>				\$ <input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement		Global \$
<b>Insérer autres types d'assurances si requis</b>						

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) (l')assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A



<b>Généralités</b> <p>Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.</p> <p>Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.</p> <p>Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.</p> <p>Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.</p>	<b>Responsabilité civile des entreprises</b> <p>La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.</p> <p>La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>Dynamitage.</li><li>Battage de pieux et travaux de caisson.</li><li>Reprise en sous-œuvre.</li><li>Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.</li></ol> <p>La police doit comporter:</p> <ol style="list-style-type: none"><li>un « Plafond par sinistre » d'au moins <b>5 000 000 \$</b>;</li><li>un « Plafond global général » d'au moins <b>10 000 000 \$</b> par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujéti à une telle limite.</li><li>un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins <b>5 000 000 \$</b>.</li></ol> <p>Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.</p>	<b>Assurance des chantiers / Risques d'installation</b> <p>La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par la plus récente édition des formulaires BAC 4042 et BAC 4047.</p> <p>Le contrat doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.</p> <p>Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes et dommages occasionnés par l'amiante, les champignons et spores, le cyber et le terrorisme.</p> <p>La police doit avoir un plafond qui n'est <b>pas inférieur à la somme de la valeur du contrat</b> plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et équipement fourni par le Canada sur le chantier pour être incorporé aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, la police doit être modifiée pour refléter la valeur révisée du contrat.</p> <p>Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payée à sa Majesté ou selon les directives du Canada conformément à la CG10.2, « Indemnité d'assurance » (<a href="https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2900D/2">https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2900D/2</a>).</p>
<b>Responsabilité pollution des entreprises</b> <p>La limite de responsabilité doit avoir un plafond équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à <b>1 000 000 \$</b> par incident ou par événement et suivant le plafond global.</p>	<b>Responsabilité maritime</b> <p>La garantie d'assurance doit être fournie par une police d'assurance protection et indemnisation mutuelle et doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution.</p> <p>L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la <i>Loi sur la responsabilité en matière maritime</i>, L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail du territoire ou de la province ayant juridiction sur ces employés.</p>	<b>Autre types d'assurances</b> <p>Selon les spécificités du projet, a être insérer dans cette espace. <b>Utiliser page séparé au besoin.</b></p>
<b>Responsabilité aérienne</b> <p><b>La garantie d'assurance doit inclure la responsabilité aérienne pour les blessures corporelles (y compris les blessures subies par les passagers) et les dommages matériels d'un montant minimum de 5 000 000 \$ par incident ou par événement et suivant le plafond global</b></p>	<p>La police doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.</p>	